

Notre-Dame : Arnault et Pinault ne paieront que si le projet de restauration leur convient !

écrit par Christine Tasin | 17 juin 2019



On sentait bien que la précipitation des généreux « grands donateurs » à promettre quelques centaines de millions n'était pas désintéressée, nous l'avions évoqué ici :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/04/24/ont-ils-brule-nd-pour-realiser-leur-pharaonique-projet-de-modernisation-de-lile-de-la-cite-pour-les-jo/>

Les choses se précisent. Ni Arnault ni Pinault n'ont encore versé l'argent... Ils veulent d'abord savoir ce que l'on en fera. Cela s'entendrait si on était sûrs de leur désintéressement, si on était sûrs qu'ils veulent juste la restauration à l'identique de Notre-Dame, sans retombées financières... Or, hélas, les vautours ne donnent de l'argent que... si ça leur en rapporte bien davantage.

On peut donc craindre que le chantage aux « dons » ne soit qu'une façon d'obliger l'Etat à faire le fameux projet d'une Ile de la Cité usine à touristes et à millions.

Or, Bernard Arnault, qui a promis 200 millions d'euros, faisait déjà partie des personnalités réfléchissant à l'organisation de l'île de la Cité et à l'avenir de Notre Dame :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/04/25/bernard-arnault-lvmh-faisait-deja-partie-en-2016-des-personnalites-se-penchant-sur-lavenir-de-notre-dame/>

Or, Macron a pris tous les pouvoirs sur ce sujet. Il décidera, seul.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/04/26/notre-dame-le-projet-de-loi-sclerat-de-macron-lui-permettra-de-decider-seul-des-pires-extravagances/>

On ne se fait pas d'illusions. Macron est très vraisemblablement de mèche avec Arnault, Pinault et quelques autres vampires, mais il ne veut sans doute pas que cela se voie trop, si peu de temps après la catastrophe. Mais ses doux amis n'ont sans doute pas confiance en sa parole, ayant compris qui était ce maléfique personnage sans scrupules. Ils font donc l'âne pour avoir du son...

Merci à Armand Lanlignel qui nous a signalé l'article ci-dessous :

Restauration de Notre-Dame : il y a loin du calice aux lèvres

Deux mois après l'incendie de la cathédrale, seulement 9 % des

promesses de dons sont arrivés, soit 80 M€. Cette somme correspond aux petits dons particuliers faits sur les quatre plateformes, et souscrits sous formes de chèques, de virements et même d'espèces. Ce chiffre de 9 % est confirmé aussi bien par le recteur du lieu, Mgr Patrick Chauvet, que par le ministre de la Culture Frank Riester. Rue de Valois, on explique que des conventions vont être signées notamment avec les gros donateurs, les trois fondations (Fondation du patrimoine, Fondation Notre-Dame, Fondation de France) et l'institution (le Centre des Monuments nationaux) qui sont les quatre interlocuteurs choisis pour faire partie de la collecte nationale. *« Ce sont ces conventions qui vont permettre ensuite de voir le versement pour l'établissement public »* chargé de la restauration, fait valoir Frank Riester. **Les géants du CAC Bernard Arnault et François Pinault ont promis respectivement 200 et 100 M€.** Aurait-il renié leur parole une fois le coq tombé de la flèche ? **Non.** Le fond de la question, c'est que ces grands mécènes veulent savoir ce qu'on fera de l'argent qu'ils s'engagent à verser : quels projets, quel échéancier, quel encadrement, etc. ? En clair, ils ne souhaitent pas que l'État s'approprie leurs oboles pour les placer à sa guise et ne communique pas sur l'usage qui en sera fait.

Deux cultures entrent ici en conflit : étatiste et libérale. Comme Arnault et Pinault, le puissant courant philanthropique américain se rattache à la seconde. Les donateurs s'attendent ici à ce qu'on leur rende des comptes très scrupuleux, étape par étape. Dans ce système, plus les dons seront ciblés, plus ils seront nombreux. Dès lors, il n'est pas question de faire un pot commun sous paratonnerre public et de redistribuer l'argent de manière discrétionnaire et arbitraire. La culture étatiste n'a rien d'autre à proposer que le flou et l'opacité, alors que les mœurs américaines font de la transparence leur maître-mot. **D'où le principe du goutte à goutte : les dons**

vont être donnés progressivement en fonction de l'avancée des travaux. Ce qui signifie, si on décrypte, que des tranches pourraient ne pas être versées si la rénovation n'était pas du goût des donateurs, ce qui pose une question politique : qui est apte à choisir ? Celui qui paie ou celui représente la puissance publique ? On ne va pas trancher ce débat maintenant. Reste que ce chiffre de 9 % peut être associé à deux mots/maux : l'inquiétude et l'incertitude.

.

L'inquiétude : ce chiffre arrive après la passe d'armes entre la Fondation du patrimoine d'un côté, l'archevêché de Paris et le ministère de la Culture de l'autre. Le mois dernier, la FdP avait interrompu sa collecte, estimant que les gens avaient assez donné. Mgr Michel Aupetit et Frank Riester s'en étaient indignés. Quand on rapporte cette décision unilatérale au fait que peu d'argent soit aujourd'hui disponible, cela donne à penser que l'opération de restauration n'est pas si bien planifiée qu'aurait pu le laisser espérer l'élan de générosité initial. D'autant qu'au Parlement, l'adoption du projet de loi de restauration de l'édifice, que le gouvernement voulait rapide, achoppe : une commission mixte paritaire a échoué à rapprocher les deux chambres. Refusant toute précipitation, la majorité de droite du Sénat a voulu gommer le volet d'exception, en vain. Celui-ci préconise notamment, pour gagner du temps, de déroger à certaines règles (urbanisme, environnement, construction, patrimoine). La loi ne devrait pas être adoptée avant fin juillet. Tout cela laisse un goût assez amer d'un certain amateurisme et d'une absence de concertation.

.

L'incertitude : la somme finale de ce qui entrera dans les caisses n'est pas connue et les premiers travaux ont déjà engendré une dépense de 23 M€, selon Mgr Chauvet. Le patrimoine a ceci de particulier, c'est que les sommes en jeu

sont tout de suite colossales et que même avec des dizaines de millions, on ne fait pas grand-chose sur un édifice comme celui-ci. Notre-Dame est toujours dans sa phase de consolidation : deux « parapluies » (grandes bâches) temporaires ont été posés au-dessus de la nef et du chœur, les pignons nord et sud ont été consolidés, notamment en déposant toutes les statues qui risquaient de les faire pencher ; des filets ont été tendus au-dessus de la nef et du chœur, dont les vitraux hauts ont été déposés. On se rassure en sachant que les hauts des murs dont les pierres ont chauffé à 800° ne devront pas être reconstruits, assure Mgr Chauvet. À l'intérieur, les gravats des transepts nord et sud ont été évacués et triés par des archéologues. Ceux de la nef sont en cours de traitement, grâce à l'action quotidienne d'un robot. Il a également été procédé à l'évaporation de l'eau, y compris dans la crypte. Gros chantier dans les prochaines semaines : l'échafaudage, initialement installé pour la restauration de la flèche. Celui-ci doit être démonté ; des cintres vont être posés sous les arcs-boutants. Un plafond intérieur doit être mis en place afin de pouvoir faire des expertises sur la voûte. « *Notre-Dame, a prévenu Frank Riester, est encore dans une situation fragile notamment au niveau de la voûte qui n'a pas encore été sécurisée et qui peut toujours s'écrouler* ». Ces travaux de sécurisation pourraient prendre encore des semaines, ce qui retarde d'autant les expertises longues et complexes pour les travaux de rénovation.

.

Le temps de l'Église, dit-on, n'est pas celui du monde mais, pour le coup, le compteur s'inverse : face au risque d'étalement dans la durée, le clergé s'attache à montrer que Notre-Dame, *hic et nunc*, est bien vivante : l'archevêque de Paris, Mgr Michel Aupetit, y célèbre une messe demain samedi 14 juin, avec une petite trentaine de personnes. Si le port du casque sera certainement demandé à l'entrée, les religieux entendent bien rester en vêtements liturgiques

habituels. « *Pour des raisons évidentes de sécurité* », selon le diocèse, il n'y aura pas de fidèle mais la messe sera transmise en direct par la chaîne catholique KTO pour que les « *chrétiens puissent y participer et communier* ». L'office d'une heure aura lieu à 18 H 00 dans la chapelle située derrière le chœur, un endroit sécurisé. Outre Mgr Aupetit et Mgr Chauvet, des chanoines, des bénévoles et des personnes travaillant sur le chantier ou encore quelques laïcs du diocèse de Paris seront présents. La date choisie n'est pas neutre : la fête de la Dédicace – qui commémore la consécration de l'autel de la cathédrale – a lieu habituellement le 16 juin. Le parvis devrait rester fermé au public, le nettoyage y étant encore en cours. Des vêpres précédant la messe, un temps envisagées à cet endroit, ne pourront donc s'y tenir. De même, le projet d'ouverture d'un sanctuaire marial, abritant sous une tente une reproduction de la Vierge du pilier, lieu d'accueil pour pèlerins et prêtres, devra attendre. Depuis l'incendie, entre 60 et 150 ouvriers s'affairent sur le chantier, continuant d'évacuer les gravats et de stabiliser la structure. « *Le Seigneur nous fait parfois passer par des chemins inattendus* », ironise Mgr Chauvet dans son livre *Notre-Dame d'espérance*, bouclé juste après l'incendie. De fait, l'espérance est encore loin, au bout d'un chemin tortueux et périlleux.

Louis Daufresne

Radio Notre Dame